

ACTION URGENTE

CHINE. UNE JOURNALISTE QUI A COUVERT L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 A ENCORE BESOIN DE SOINS MÉDICAUX

Le 28 janvier 2022, la journaliste citoyenne détenue Zhang Zhan a pu parler avec sa mère en visio pendant 20 minutes. Durant cet appel, Zhang Zhan a mentionné qu'elle avait arrêté sa grève de la faim partielle afin que les autorités cessent de l'alimenter de force. Sa mère a noté que sa santé s'est sans doute légèrement améliorée, mais on ignore si Zhang Zhan a accès à des soins médicaux adéquats, notamment à un bilan par un professionnel de santé, alors qu'elle est tombée gravement malade pendant quelques mois en 2021. Les autorités chinoises doivent veiller à ce que Zhang Zhan puisse bénéficier de soins médicaux adaptés, notamment à un examen médical complet. Dans l'attente de sa libération, elle doit pouvoir communiquer régulièrement avec sa famille et un avocat de son choix, et ne doit pas être soumise à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Chen Jianhua

Directeur de la prison pour femmes de Shanghai
No 1601, Zhangjing Road, Sijing Zhen,
Songjiang Qu, Shanghai 201601
Chine

Monsieur le Directeur,

Je vous adresse ce courrier afin de vous faire part de ma vive inquiétude pour la journaliste citoyenne **Zhang Zhan** (张展), qui purge actuellement sa peine à la prison pour femmes de Shanghai, un centre de détention sous votre supervision. Zhang Zhan a été condamnée à quatre ans d'emprisonnement pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troubler l'ordre public » (寻衅滋事罪). Prisonnière d'opinion incarcérée uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression lorsqu'elle a couvert l'épidémie de COVID-19, Zhang Zhan doit être libérée immédiatement et sans condition.

Je suis soulagée d'entendre que le 28 janvier, Zhang Zhan a pu parler en visio avec sa mère, qui a déclaré que l'état de santé de sa fille semblait s'être un peu amélioré. Compte tenu du fait qu'elle se trouvait dans un état critique pendant les derniers mois, Zhang Zhan doit être autorisée à bénéficier de soins médicaux adéquats, notamment d'un examen médical approfondi par un professionnel de santé. Sa famille a déposé une demande de libération sous caution le 15 novembre 2021 lorsque l'état de santé de Zhang Zhan était critique, mais n'a toujours pas reçu de réponse. Si le rapport médical montre que son état de santé remplit les critères de la libération sous caution pour raisons médicales, les autorités doivent la lui accorder avant que sa santé ne se détériore de nouveau.

Au cours du même appel vidéo, Zhang Zhan a mentionné qu'elle avait mis fin à sa grève de la faim partielle, afin que les autorités carcérales ne l'alimentent pas de force. Zhang Zhan a été soumise à l'alimentation forcée durant sa détention depuis qu'elle a débuté sa grève de la faim en juin 2020 pour protester contre son incarcération.

Par ailleurs, je suis inquiète quant à la possibilité pour Zhang Zhan de pouvoir communiquer régulièrement avec sa famille et l'avocat de son choix. D'après le Règlement de l'administration pénitentiaire de Shanghai pour les communications avec les détenus (上海市监狱管理局罪犯会见通信实施细则), chaque prisonnier est autorisé à rencontrer ses proches une fois par mois, pour une durée minimum de 20 minutes. Il est important pour ses proches et son avocat de pouvoir lui rendre en visite en personne, ou au moins de s'entretenir avec elle en visio, afin qu'ils puissent la voir, échanger et s'assurer de son état.

En conséquence, je vous prie instamment de :

- libérer Zhang Zhan immédiatement, car elle est incarcérée uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression lorsqu'elle a couvert l'épidémie de COVID-19 ;
- dans l'attente de sa libération, veiller à ce que Zhang Zhan puisse communiquer régulièrement avec ses proches et les avocats de son choix ;
- dans l'attente de sa libération, veiller à ce que Zhang Zhan reçoive des soins de santé adéquats et réguliers, notamment en faisant droit à sa demande de libération sous caution pour raisons médicales, afin qu'elle puisse être auscultée par un professionnel de santé, et veiller à ce qu'elle ne soit pas soumise à la torture ni aux mauvais traitements.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération,

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ancienne avocate, Zhang Zhan est une journaliste citoyenne qui s'est exprimée activement sur la politique et les questions liées aux droits humains en Chine. En février 2020, elle s'est rendue à Wuhan, alors l'épicentre de l'épidémie de COVID-19 en Chine. Elle a utilisé des plateformes en ligne (notamment WeChat, Twitter et YouTube) pour rendre compte de l'arrestation d'autres journalistes indépendants et du harcèlement infligé à des familles de victimes, en quête d'investigations et d'obligation de rendre des comptes pour les événements à Wuhan. Zhang Zhan a été portée disparue le 14 mai 2020 à Wuhan. Il est apparu par la suite qu'elle était détenue par la police à Shanghai, à plus de 640 kilomètres de là.

Zhang Zhan a pu parler à sa famille [en visio](#) le 14 octobre 2021 pendant quatre minutes et neuf secondes. La durée obligatoire de ce type d'appel est pourtant de cinq minutes. Ses proches ont indiqué qu'elle est apparue terriblement amaigrie, et déterminée à poursuivre sa grève de la faim partielle, et qu'ils s'attendaient à ce qu'elle ne passe pas l'hiver si elle n'était pas libérée pour raisons médicales. Zhang Zhan a pu de nouveau parler à ses proches en visio le 29 octobre 2021. Ils ont indiqué que son état s'était encore dégradé et qu'elle n'avait pas la force de marcher ni de lever la tête. En outre, la coloration jaune de sa peau était le signe d'une maladie potentiellement mortelle.

Inquiète pour Zhang Zhan, sa famille a déposé une demande de libération sous caution pour raisons médicales le 15 novembre à la prison pour femmes de Shanghai, mais elle n'a toujours pas reçu de réponse. Cette demande a été faite conformément aux conditions énumérées dans la « Note de la Cour populaire suprême, du Parquet populaire suprême, du ministère de la Sécurité publique et d'autres ministères, relative aux dispositions concernant la possibilité de purger temporairement une peine en dehors de la prison » (的通知《暂予监外执行规定》公安部等关于印发、最高人民检察院、最高人民法院), qui prévoient qu'un détenu-e peut déposer une demande de libération sous caution pour raisons médicales en cas de graves problèmes de santé.

Depuis qu'ont circulé les informations indiquant que l'état de santé de Zhang Zhan était alarmant, de nombreuses organisations et de nombreux États ont appelé les autorités chinoises à libérer Zhang Zhan, dont l'[Union européenne](#) et les [États-Unis](#). Amnesty International a également publié conjointement avec Reporters sans frontières (RSF), en septembre 2021, une [déclaration](#) demandant la libération de Zhang Zhan. Zhang Zhan est l'un des cas soutenus dans le cadre de la campagne [Écrire pour les droits 2021](#) et de la campagne [Libérez les cinq !](#).

Zhang Zhan a entamé une grève de la faim en juin 2020 pour protester contre sa détention et clamer son innocence. Malgré sa volonté de poursuivre cette action de protestation, les autorités pénitentiaires auraient commencé à la nourrir contre son gré au moyen d'une sonde, et ses compagnes de cellule auraient également participé à son alimentation forcée. En décembre 2020, l'avocat de Zhang Zhan a indiqué qu'elle était très faible physiquement et souffrait de douleurs à l'estomac, de vertiges et de faiblesse quand elle marchait. En outre, elle aurait été forcée de porter des entraves aux pieds et aurait eu les mains attachées 24 heures sur 24 pendant plus de trois mois, pour la punir de sa grève de la faim.

Les journalistes citoyens ont été la principale, sinon la seule, source d'informations directes, non censurées, sur l'épidémie de COVID-19 en Chine. Ils ne sont guère nombreux dans le pays, car ils ne peuvent pas obtenir d'accréditation officielle pour couvrir l'actualité, et sont constamment harcelés et réprimés parce qu'ils publient des articles et diffusent des informations censurées par le gouvernement.

Selon de nombreuses sources, des journalistes indépendants et des militant·e·s ont été harcelés pour avoir partagé des informations relatives à l'épidémie de COVID-19 sur les réseaux sociaux. On peut notamment citer Chen Qiushi, avocat et journaliste citoyen connu pour son franc-parler, qui a affirmé avoir été harcelé par les autorités après avoir mis en ligne des séquences vidéo filmées dans des hôpitaux de Wuhan, ainsi que Fang Bin, habitant de Wuhan, emmené par les autorités et qui serait actuellement détenu à Wuhan après avoir diffusé une vidéo montrant, semble-t-il, les corps sans vie de victimes du COVID-19.

L'infraction « chercher à provoquer des conflits et troubler l'ordre public » (寻衅滋事罪) est définie de manière floue et générale à l'article 293 du Code pénal chinois et est largement utilisée contre le militant·e·s et les défenseur·e·s des droits humains. Elle se limitait initialement aux actes ayant perturbé l'ordre dans des lieux publics, mais son champ d'application a été élargi en 2013 pour comprendre également l'espace sur Internet. Si elle est déclarée coupable, elle encourt jusqu'à cinq ans d'emprisonnement.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais ou chinois
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 28 avril 2022
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM ET PRONOM À UTILISER : Zhang Zhan (elle)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/5044/2021/fr/>

